



## L'exode irakien met fin à 4 ans d'une diminution des réfugiés dans le monde

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 20 juin 2006

Planète non-violence 20 juin 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [IRAK](#)

Les informations transmises sur les réfugiés mettent en évidence que la cause principale de ces exils forcés pour 12 millions de personnes dans le monde reste la guerre, que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Palestine, en Afrique... Il est donc urgent de mettre fin à ces guerres d'invasion, d'occupation colonisation, ou guerres civiles, pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux pour y vivre une vie décente. Le mouvement anti-guerre doit se remobiliser, pour mettre fin à ces déracinements, ces séparations, ces humiliations qui accompagnent une vie d'exilé, car peu d'entre eux peuvent réellement bénéficier des protections qui normalement leur sont dues selon la Convention sur le statut des réfugiés de 1951, y compris dans des pays dits «développés» qui en accueillent d'ailleurs très peu, 4%, c'est à dire moins d'un demi million.



Camp de Refugies Palestiniens Liban Copyright BAR ELYA

L'exode l'année dernière de centaines de milliers d'irakiens fuyant pour échapper à une violence croissante dans leur pays a augmenté le nombre total de réfugiés dans le monde qui atteint 12 millions.

Cette augmentation transforme un mouvement qui s'était inversé ces 4 dernières années au cours desquelles le nombre de réfugiés avait diminué. De 2001 à fin 2004, le total des personnes qui ont traversé les frontières internationales pour se réfugier dans un endroit sûr, fuyant les persécutions et les guerres, est tombé de 15 millions à 11,5 millions.

« Cette augmentation est largement due au 650 000 réfugiés irakiens qui sont venus s'ajouter et qui ont fui vers la Jordanie et la Syrie, selon le président de l'USCRI (US Committee for Refugees and Immigrants) Lavinia Limon. « Bien que les irakiens fuient généralement la violence, certains, individuels ou groupes, sont ciblés sur la base de leurs affiliations politiques, leurs activités professionnelles, leurs appartenances ethniques ou religieuses – la définition même du réfugié. » De plus, toujours selon elle, les protections des irakiens qui fuient vers les pays frontaliers semblent se détériorer, car la Syrie a commencé à demander des permis de résidence, obligeant un grand nombre de réfugiés à vivre clandestinement, tandis que la Jordanie n'a pas à ce jour accordé le statut de réfugiés aux irakiens et en reconduit un grand nombre à la frontière. »

La détérioration de ces protections est typique de la situation rencontrée dans d'autres pays du monde, les gouvernements érigeant de plus en plus de barrières pour empêcher les

personnes fuyant les persécutions et les conflits d'entrer sur leur territoire, et forçant ceux qui arrivent à rentrer chez eux.

« Selon Gregory Chen, directeur de recherche et d'analyse à l'USCRI, « trop de gouvernements forcent les réfugiés à retourner dans leur pays où règne l'insécurité, et où ils risquent d'être victimes de persécutions, des combats et des conflits. »

Cette augmentation du nombre de réfugiés de 1,05 millions en 2005, s'est faite alors que 740 000 afghans réfugiés au Pakistan et en Iran sont rentrés chez eux. Mais, le nombre des réfugiés afghans vivant dans ces deux pays n'a pas réellement baissé car de nouveaux calculs ont révélé qu'ils étaient plus nombreux que répertoriés. L'Afghanistan reste le deuxième pays avec le plus de réfugiés vivant à l'extérieur, environ 2,2 millions qui vivent majoritairement au Pakistan et en Iran.

Les palestiniens constituent le groupe le plus nombreux de réfugiés avec environ 3 millions, dont 1/3 vivent dans des camps à Gaza; 700 000 en Cisjordanie ; 512 000 en Syrie ; 257 000 au Liban ; 240 000 en Arabie Saoudite ; 158 000 en Jordanie ; et environ 50 000 en Irak et au Koweït. En Irak, les réfugiés palestiniens, protégés sous le régime de Saddam Hussein, sont actuellement victimes d'exécutions sommaires, de kidnappings... et nombre d'entre eux cherchent à se réfugier dans les pays frontaliers comme la Syrie et la Jordanie. Seule la Syrie a accepté récemment de faire rentrer un groupe de réfugiés palestiniens.

Le troisième pays à fournir sont plus important contingent de réfugiés c'est l'Irak, devançant ces dernières années plusieurs pays tels le Burma/Myanmar, le Soudan, la RDC et le Burundi.

Actuellement, le chiffre total des réfugiés irakiens vivant à l'étranger fin 2005 approche les 900 000. La Jordanie en accueille presque la moitié ; suivi par la Syrie avec 350 000, l'Iran avec 54 000, et le Liban avec 10 000.

Tous ces réfugiés n'ont pas tous fui en 2005, l'invasion américaine de 2003, étant la principale cause de cet afflux massif de réfugiés irakiens dans les pays frontaliers. Leur statut de réfugiés ne leur a été reconnu par l'ONU que seulement en 2005, leur permettant de bénéficier des protections liées à ce statut. Mais, la moitié de ceux qui se trouvent en Jordanie et en Syrie y seraient arrivés en 2005. 40% des irakiens appartenant à certaines classes professionnelles ont quitté le pays, et compte tenu de l'intensification des luttes sectaires depuis le début de l'année, cela risque encore d'augmenter. Le gouvernement irakien a distribué ces dix derniers mois plus de 2 millions de passeports. Autrement dit, on assiste à un véritable politicide de la société irakienne avec la complicité des collaborateurs irakiens au gouvernement mis en place par Washington. Cette destruction de la société par l'exil forcé, se développe en parallèle à l'incitation aux conflits ethniques organisée et soutenue par la puissance occupante américaine. De plus le nombre de personnes déplacées en Irak même s'élevait à 1,3 millions pour 2005. Seuls le Soudan, (5,3 millions) la Colombie (2,9 millions) l'Uganda (1,7 millions) et la RDC (1,7 millions) en comptent plus.

En dehors de l'Irak, parmi les plus importants mouvements de réfugiés pendant 2005 on note ceux de 100 000 népalais vers l'Inde, et plus de 60 000 soudanais vers l'Uganda et le Tchad.

En même temps, quelques 73 000 libériens sont retournés chez eux en provenance de Guinée; 62 000 burundais sont retournés au Burundi en provenance de Tanzanie ; 50 000

nord coréens sont rentrés chez eux venant de Chine ; et 40 000 irakiens sont rentrés venant d'Iran.

De plus, environ 7,8 millions de réfugiés sont enfermés dans des camps dans des pays qui leur dénie les droits humains les plus élémentaires, comme celui de se déplacer d'un pays à l'autre, de travailler, de devenir propriétaire, ou tout simplement de bénéficier d'une éducation, ce qui leur est normalement garanti par la Convention de 1951 sur les réfugiés. Cela inclus environ 2,5 millions de palestiniens, 2 millions d'afghans aux Pakistan et en Iran ; environ 400 000 burundais en Tanzanie, et en RDC ; et quelque 400 000 soudanais en Uganda, Kenya, Ethiopie, et d'autres pays frontaliers.

L'Union Européenne s'est faite remarquer ces derniers mois, par sa politique de plus en plus répressive vis-à-vis des réfugiés, érigeant de nouvelles barrières et développant une police des frontières musclée appelée à faire la chasse aux réfugiés. Alors que ce sont les pays occidentaux qui contribuent le plus aux aides financières versées aux différentes agences créées pour aider les réfugiés, ces pays n'accueillent que 4% des réfugiés, c'est-à-dire moins d'un demi million de personnes.

En fait ce sont souvent les pays les plus pauvres - ceux qui ont un revenu annuel de moins de 2000 dollars par habitant - qui hébergent plus de 8 millions de réfugiés, soit environ 75% de la totalité des réfugiés dans le monde.

*Sources des informations : IPS (Inter Press Service) et le rapport de l'USCRI (US Committee for Refugees and Immigrants) intitulé « World Refugee Survey 2006 » - [www.refugees.org](http://www.refugees.org)*

Note

En Europe, il y a de plus en plus confusion entre asile et immigration. En 2005, l'Europe des 25 a reçu 240.000 demandes d'asile, soit 160.000 demandes de moins que deux années auparavant. En France, qui demeure le premier pays destinataire des demandeurs d'asile, selon le dernier rapport annuel de l'Ofpra (Office français de Protection des Réfugiés et Apatrides), la demande d'asile globale s'est élevée en 2005 à 59.221 soit une baisse de 9,7% par rapport à 2004, ce qui correspond à la tendance générale en Europe - à l'exception des Pays-Bas (+26,3%) et de la Belgique (+3,9%)-. Le nombre de déboutés a littéralement explosé (+40,5%) entre 2004 et 2005, atteignant près de 56.000 personnes. Le nombre de personnes « protégées » par l'Ofpra a atteint un niveau historiquement bas (8,2%) et les conditions d'accès à la procédure de demande d'asile se sont encore dégradées. (Source AFP)

La source originale de cet article est Planète non-violence  
Copyright © [Global Research](http://GlobalResearch.org), Planète non-violence, 2006

Articles Par : [Global Research](http://GlobalResearch.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)